

PREMIERE PARTIE

DONNEES GLOBALES SUR LA STRUCTURE DES REVENUS
ET LEUR UTILISATION

par

Jean-Louis LIERDEMAN

Mars 1963

INTRODUCTION

Cette très brève étude porte sur les quatre préfectures du Niari, du Niari-Bouenza, de la Bouenza-Louessé et de la Nyanga-Louessé.

Notre propos n'est pas de présenter un tableau économique détaillé. Nous avons simplement essayé d'évaluer les principaux revenus monétaires et les principales dépenses de manière à saisir à travers ce double schéma un reflet de la structure et du degré de développement de la région considérée, ainsi que de son rôle éventuel dans le développement national.

Le temps et le personnel dont nous disposions étant très limités, il ne nous a pas été possible de mener une enquête systématique et approfondie, et de ce fait le degré d'approximation des informations recueillies nous obligera à laisser dans l'ombre un certain nombre de questions. Nous pensons cependant avoir rassemblé quelques observations méritant réflexion; notre travail ne constitue en fait qu'une pré-enquête sommaire cherchant plus à faire prendre conscience de l'ampleur et de la gravité des problèmes qu'à tenter de les poser dans toute leur complexité. Il serait intéressant de pouvoir, sur ces bases, entreprendre par la suite avec les moyens nécessaires des recherches plus précises et plus méthodiques.

Signalons enfin que ces notes sur la structure des revenus et leur utilisation sont à relier au travail mené parallèlement par Y. DHONT sur les problèmes de la consommation proprement dite.

A) LES SOURCES DE REVENUS

Le Bloc constitué par les quatre préfectures étudiées totalise une superficie de 62.500 km², soit près du cinquième du territoire de la République, et une population d'environ 240.000 habitants, ce qui donne une densité moyenne de 3,8 habitants au km². (La densité moyenne du Congo, dont la population totale peut être évaluée à près de 900.000 habitants n'est que de 2,7 habitants au km², et si l'on décompte la population des deux grandes villes, la densité rurale moyenne est inférieure à 2.)

Constituée de formations schisto-calcaires, la vallée du Niari proprement dite représente pour le Congo un très gros élément de son potentiel agricole, et fournit une grande part de sa production actuelle, notamment l'arachide et la canne à sucre. La savane qui recouvre toute cette zone laisse place, plus au Nord, dans les régions frontalières du Gabon, à une forêt riche en limba et en okoumé. La culture du paddy, les plantations de palmiers à huile et de caféiers, ainsi que l'hévéa, complètent ces ressources.

La vallée du Niari est également une zone très favorable à l'élevage, et plusieurs réussites laissent entrevoir des possibilités d'expansion et d'amélioration.

Un foyer économique relativement important, Dolisie, qui rassemble les activités tertiaires, s'est constitué au centre de cette région et rayonne sur elle. On y compte actuellement 13.000 habitants.

C'est donc du sol et du travail salarié dans les entreprises agricoles que la population tire l'essentiel de ses ressources. Les études géographiques et agronomiques ont précisé les conditions naturelles d'exploitation et les précautions à prendre. Voyons quels sont les résultats obtenus: le niveau de vie et la structure économique de cet ensemble.

La part la plus importante des revenus de la région étudiée est constituée par les salaires que versent les entreprises agricoles et forestières et l'industrie agricole. Sur une population de 240.000 habitants, dont la moitié constitue une force de

travail réelle ou potentielle, - la main-d'oeuvre masculine plafonnant par conséquent à 60.000 hommes, - on peut compter approximativement 10.000 salariés de ce secteur. Et ces 10.000 salariés drainent annuellement une masse de salaires de l'ordre de 600 millions de francs CFA (moyenne 1961-1962). Ce chiffre a pu être évalué à partir d'une enquête auprès des employeurs. Nous n'avons pas pu prendre contact avec toutes les entreprises et la part de l'estimation est importante; néanmoins c'est là un des renseignements les plus sûrs obtenus dans le cadre de notre enquête.

A côté de ce premier élément vient se placer l'apport d'argent frais produit par l'activité agricole traditionnelle de la population autochtone. La détermination de cette masse est beaucoup plus délicate en raison de la difficile évaluation des diverses productions, dans la valeur desquelles interviennent le facteur qualité et les importantes variations quantitatives annuelles. On peut cependant considérer le chiffre de 300 millions de francs CFA comme représentatif de la valeur moyenne actuelle, bon an mal an, de cette production. Ces revenus constituent les seules ressources de la majeure partie de la population.

Reste enfin un dernier élément, paradoxalement le plus mal connu: les traitements des fonctionnaires. La manière dont est tenue leur comptabilité rend difficiles la ventilation et le regroupement des sommes consacrées à la seule région qui nous intéresse. En recoupant divers renseignements plus ou moins précis - (échelle des traitements, nombre approximatif de fonctionnaires employés..) nous avons cru pouvoir évaluer cette masse monétaire à 300 millions de francs CFA également. Mais ce n'est là qu'un ordre de grandeur très approximatif et il doit être possible de parvenir à une estimation plus précise en y consacrant le temps nécessaire.

Au total, on constate donc une rentrée annuelle d'argent frais d'environ 1 milliard 200 millions de francs CFA, constituée pour la moitié de salaires versés dans le secteur industriel-agricole, produite pour le quart par l'activité rurale traditionnelle, et prélevée pour le quart sur le budget national. C'est évidemment là un schéma très simpliste, mais qui révèle quand même les grandes lignes de l'architecture économique de cet ensemble Niari-Niari forestier (Nous avons éliminé en particulier les perturbations momentanées provoquées par l'activité des chantiers CTRA-COMILOG).

Pour mieux prendre conscience des ordres de grandeur, rapportons ces chiffres à la population bénéficiaire.

1 milliard 200 millions de francs CFA par an, cela fait, pour 240.000 habitants, un revenu annuel moyen de 5.000 francs par personne.

Si l'on évalue à 50.000 personnes le volume des ménages entretenus par les 10.000 salariés du secteur privé, on trouve pour cette catégorie de la population un revenu annuel de 600 millions, c'est-à-dire 12.000 francs CFA par personne (60.000 francs par salarié).

Dans le secteur de la fonction publique (environ 15.000 personnes vivant sur les traitements de quelques 3.000 fonctionnaires), le revenu annuel moyen est de 20.000 francs CFA par personne, 100.000 francs par ménage; notons que sauf en ce qui concerne les traitements les plus bas (recrutement local), ce secteur est en liaison socio-économique directe avec la ville, éloigné sinon coupé de la population locale.

Il reste 175.000 ruraux, qui vivent des 300 millions produits par l'agriculture traditionnelle, ce qui leur fait un revenu annuel moyen de 1.700 francs CFA seulement par personne (8.500 francs par ménage environ).

En fait, la position économique privilégiée du secteur salarié s'atténue automatiquement par l'effet de nivellement que provoque la permanence des liens familiaux: ceux-ci obligent les titulaires de revenus relativement élevés à répercuter sur la famille quémandeuse une part importante de leur "surplus". Les chemine-ments sont divers: cadeaux, entretien d'un père ou d'un "petit frère", "coup de main" en cas de difficultés, d'accidents, ou pour constitution de dot; le phénomène est important. La supériorité économique se transforme alors en prestige social et joue un rôle catalyseur certain entre l'économie traditionnelle et l'économie moderne, contribuant à attirer progressivement la brousse vers les centres secondaires, et par là vers les villes, deuxième phase et terminus inéluctable de ce processus.

B) L'UTILISATION DES REVENUS

Essayons à présent de déterminer l'emploi de cet argent.

La conjugaison de diverses méthodes nous permet de construire un modèle plausible de répartition des dépenses par matières, et de procéder à une ventilation des directions d'écoulement de la monnaie.

En premier lieu, une enquête retrospective auprès d'un échantillon restreint de la population (échantillon non représentatif sur le plan statistique, - l'ampleur de l'enquête ne nous ayant pas permis d'interroger plus de 500 chefs de ménage - mais échantillon suffisant pour déterminer des ordres de grandeur) nous a permis de reconstruire, à travers les budgets annuels recueillis, un schéma de répartition des dépenses entre les différents postes.

Nous avons procédé à un recoupement entre les chiffres ainsi obtenus et ceux qui nous donnaient:

- des enquêtes quantitatives par échantillons sur la quasi-totalité des marchés hebdomadaires ou quotidiens,
- une enquête auprès des commerçants sur la structure et le volume de leur chiffre d'affaires,
- une enquête dans tous les bureaux de poste, afin de déterminer le volume et le sens de la circulation des mandats et colis, ainsi que l'importance des opérations sur livrets de Caisse d'Epargne.

En possession de ces divers éléments d'évaluation, dont certains n'offraient pas à eux seuls une sécurité suffisante mais qui, recoupés par d'autres, se trouvaient précisés et corrigés, nous avons opté pour les valeurs les plus vraisemblables dans le champ des estimations possibles. Il fallait bien en effet déterminer des valeurs précises, même si arbitraires, et non de simples intervalles de variation, si l'on voulait construire une image simple et cohérente, indicative de la répartition des emplois de l'argent.

Il est inutile de se leurrer: ces estimations restent certainement très grossières dans certains cas, (principalement en ce qui concerne tel poste secondaire difficilement saisissable,

comme par exemple le chiffre d'affaires des colporteurs ...). Néanmoins, en l'absence de toute information précise, il est important de déterminer si tel objet de consommation, telle catégorie de besoins, absorbe la moitié, le quart ou le vingtième des revenus. C'est cet ordre de grandeur que nous avons voulu définir, et une large marge d'insécurité dans l'évaluation des postes mineurs ne doit par conséquent pas nous gêner vu les objectifs de ce premier stade de la recherche. Nous n'avons de toutes façons pas le choix.

Cette mise au point étant faite, examinons et analysons les résultats obtenus.

En valeurs globales pour l'ensemble de la population de la région étudiée, on peut proposer comme vraisemblable une répartition des emplois de l'argent selon le schéma suivant:

Habillement	400.000.000 Fr CFA
Biens durables	230.000.000
Alimentation	
- Production locale	140.000.000
- Poisson	80.000.000
- Produits importés	30.000.000
Mariages, fêtes, cadeaux	220.000.000
Construction des cases	100.000.000
Soins	100.000.000
Voyages	20.000.000
Epargne	10.000.000
<u>TOTAL</u>	1.330.000.000 Fr CFA
=====	=====

On peut, si l'on veut, présenter ces résultats sous une autre forme, et évaluer l'importance de chaque poste de dépenses dans un budget théorique moyen - qui ne correspond en réalité à aucun budget de type précis, car il fait abstraction des différences de composition que présentent le budget moyen du fonctionnaire, le budget moyen du villageois encore enserré dans les structures traditionnelles, et le budget moyen du salarié d'entreprise agricole.

Ceci dit, les proportions sont les suivantes:

Habillement	env. 30% du budget
Biens durables	env. 17% du budget
Alimentation	env. 18% du budget
Production locale	env. 10%
dont Poisson	env. 6%
Produits importés	env. 2%
Mariages, fêtes, cadeaux	env. 17% du budget
Construction des cases	env. 8% du budget
Soins	env. 8% du budget
Voyages	moins de 2% du budget
Epargne	moins de 1% du budget

On notera immédiatement l'importance relative - même si le volume d'achats est finalement très faible - du poste "habillement". Elle révèle bien l'importance du souci de prestance et d'élévation, qui réclament moins d'efforts qu'une évolution et une modernisation en profondeur, mais qui peuvent suffire, si l'on n'est pas exigeant, à s'en donner l'illusion. Besoin d'être à la mode, de paraître, de "crâner" comme disent volontiers les jeunes eux-mêmes, telles sont les expressions essentielles du refus des médiocres conditions de vie traditionnelles. Le souci du prestige fondé sur les apparences est l'une des principales causes de dépenses et constitue par le fait même l'une des principales motivations du comportement économique de la population, surtout en ce qui concerne ses éléments jeunes contaminés par "l'ambiance" des villes.

On peut faire les mêmes remarques à propos des biens durables (1), qui ont, plus encore que l'habillement, vocation à devenir biens de prestige. A côté des traditionnels vélos et cuvettes, sont apparus les vélomoteurs, les montres, et plus récemment les postes à transistors, critères fondamentaux de la réussite sociale

(1) Voir également ci-dessous l'étude faite par Yves DHONT sur l'Habitat.

pour ces catégories de la population qui ne peuvent encore envisager l'achat d'une automobile. (Signalons par exemple le rush sur les postes à transistors qui a pu être constaté à Dolisie lors du versement de l'indemnité accordée aux réfugiés du Gabon).

A l'opposé, on notera la faible part de l'épargne, qui s'explique évidemment par le faible niveau des revenus, mais aussi par un invincible besoin de dépenser immédiatement en objets de prestige ou en produits superflus les augmentations éventuelles de ces revenus.

La part accordée à l'alimentation est relativement faible. En effet, l'auto-subsistance - que nous n'avons d'ailleurs pas tenté d'évaluer - en constitue encore l'essentiel, même chez les salariés et les fonctionnaires. La vente du poisson de mer frais a pris une assez grande importance, mais le coût du transport, et l'augmentation du prix de revient qui en résulte, crée un goulot d'étranglement certain. La production locale introduite dans le circuit commercial des marchés locaux comprend principalement les fruits et les légumes, la chikouangue, et les boissons fermentées. Les principaux produits importés sont les boissons alcoolisées, le poisson séché, les conserves (sardines, pilchards).

Parmi les dépenses provoquées par les mariages, les vêtements, puis les biens durables, constituent, directement ou indirectement, les postes dominants. Il faut noter également l'importance des boissons alcoolisées de fabrication locale ou d'importation.

Remarquons enfin l'importance des sommes consacrées aux soins, qui prennent dans le budget une part aussi importante que la construction des cases.

C) LES VOIES D'ECOULEMENT DES REVENUS

Voyons maintenant par quels canaux repart l'argent frais introduit dans la région considérée.

Les trois-quarts des dépenses d'habillement sont faites dans les boutiques locales, ou à Dolisie, Brazzaville, Pointe-Noire. Il se fait cependant pour 30 millions d'achats par correspondance en France (colis contre remboursement); il faut ajouter à cela 10 millions de frais de douane. Des achats assez importants également sont faits aux colporteurs Haoussas ou même Congolais, qui passent dans les villages ou s'installent sur les marchés. Enfin, une part des vêtements est confectionnée par les artisans-tailleurs locaux.

En ce qui concerne les biens durables, la majeure partie des achats est évidemment faite dans les boutiques les plus importantes de la région, notamment celles de Dolisie, mais également à Brazzaville et à Pointe-Noire. De plus, on trouve là aussi des achats faits en France par correspondance contre remboursement (notamment les montres), pour une valeur globale de 30 millions, auxquels il faut ajouter naturellement les 10 millions de frais de douane.

Nous pouvons finalement établir un tableau schématique des dépenses et des circuits commerciaux, tableau qui relie les uns aux autres les chiffres donnés ci-dessus.

La principale remarque à faire à propos de ce tableau concerne les dépenses faites sur les marchés locaux et auprès de l'artisanat local. La part d'argent qui y est consacrée n'est évidemment pas soustraite au circuit commercial; elle ne fait que changer plus ou moins de mains pour être réutilisée ensuite à d'autres fins; on peut donc considérer que notre tableau nous donne l'utilisation finale de $1.330 - 250 = 1.080$ millions. Quant on compare ce chiffre à l'évaluation qui a été faite de la rentrée d'argent frais (1.200 millions), on peut estimer, vu le degré d'approximation de notre étude et les éléments nécessairement négligés, que nos résultats sont cohérents et qu'il n'y a pas contradiction entre nos diverses sources d'information; nous pouvons voir là une certaine garantie d'exactitude quant à l'ordre de grandeur des résultats globaux. Et nous pouvons nous permettre de construire un schéma de la circulation de l'argent à travers la population du Niari.

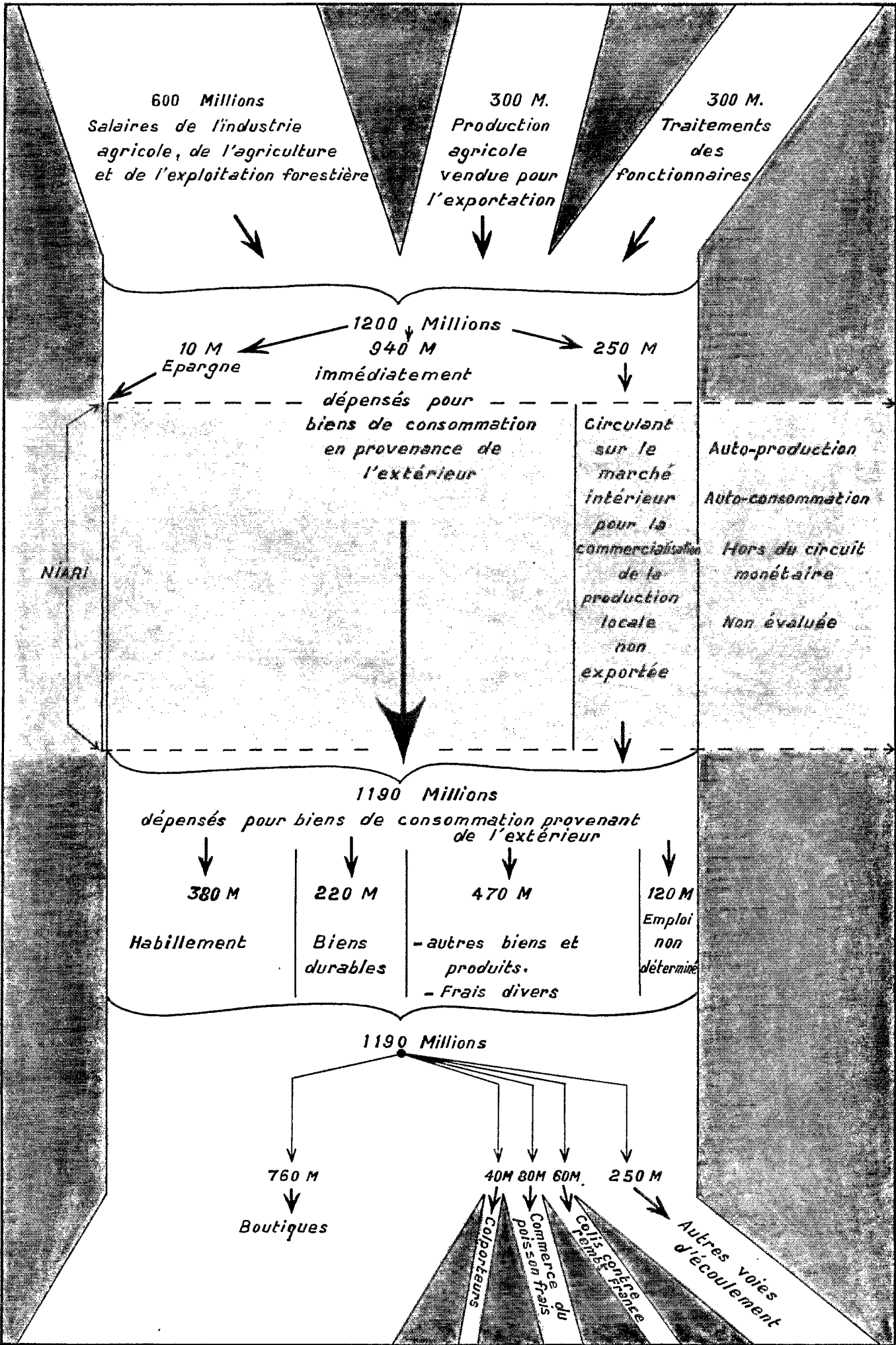
SCHEMA DE LA REPARTITION DES DEPENSES ANNUELLES DANS LA REGION DU NIARI ET DU NIARI FORESTIER

(en millions de francs C.F.A.)

		'MARCHES 'LOCAUX	'ARTISANAT LOCAL	'BOUTIQUES (1)	'COLPOR- TEURS	'REVEN- DEURS 'SPECIA- 'LISES	'COLIS 'CONTRE 'REMBt '(France)	'DOUANE	'DIVERS	'CAISSE 'D'EPAR- GNE	T O T A U X
HABILLEMENT			20	310	30		30	10			400
BIENS DURABLES			10	170	10		30	10			230
Alimen- tation	Prod. locale	140									140
	Poisson frais					80					80
	Prod. importés			30							30
MARIAGES, FETES		10		210							220
SOINS									100		100
VOYAGES			10						10		20
CONST. DES CASES		30	30	40							100
EPARGNE										10	10
T O T A U X		180	70	760	40	80	60	20	110	10	1.330

(1) Achats à Brazzaville et Pointe-Noire compris.

SCHÉMA DE LA CIRCULATION DE L'ARGENT DANS LA VALLÉE DU NIARI



C O N C L U S I O N

L'un des principaux symptômes du développement économique en sa première phase est la monétarisation progressive de l'activité économique. Or nous pouvons constater que la monétarisation ne touche qu'une faible partie du complexe production-consommation (lui-même très peu développé) de la région étudiée.

L'économie d'auto-subsistance à laquelle la population est encore rivee maintient les besoins fondamentaux et les biens destinés à les satisfaire hors du circuit monétaire; elle voue en outre l'activité productrice à la stagnation.

D'autre part, le mécanisme du "décollage" implique, entre autres, un accroissement des dépenses d'investissement, donc de l'épargne, et une compression de tous les postes ne correspondant pas à des besoins fondamentaux.

175.000 ruraux sur 240.000 habitants n'ont pratiquement rien changé à leur mode de vie d'il y a cinquante ans, et leur revenu annuel de 1.700 francs CFA par personne et par an ne le leur permettrait d'ailleurs pas. En fait ce secteur est pris dans le cercle vicieux de la pauvreté: revenus insuffisants pour rendre possible l'épargne, absence d'investissements susceptibles d'accroître les revenus.

Quant au reste de la population, elle a découvert les fruits de l'activité économique moderne sans en avoir entrevu les mécanismes de production et la nécessité de s'y soumettre pour entrer de plein-pied dans le circuit. Toute épargne est donc, chez elle aussi, stérilisée au départ par la préférence accordée aux dépenses improductives. Or aucune croissance du produit global réel n'est possible sans accumulation de capital. Une étude précise des revenus permettrait de déterminer le volume d'épargne qu'il serait possible de dégager par voie autoritaire ou de persuasion; et à défaut de toute possibilité d'épargne monétaire, -

ce qui est le cas le plus fréquent, - elle devrait orienter les efforts vers le seul investissement qui semble dès lors possible: l'investissement en heures de travail obligatoirement affectées à l'accumulation de capital en nature: plantation, aménagement des terres et des voies de communication... L'activité productrice de biens de consommation immédiate dans le cadre d'une économie d'auto-subsistance telle que celle de la vallée du Niari et du Niari forestier est en effet loin d'absorber tout le temps disponible des producteurs ⁺ (sur ce point également, une enquête approfondie serait d'ailleurs souhaitable).

La création de nouveaux besoins par offre de biens non fondamentaux est nécessaire dans la mesure où elle engendre un désir d'accroissement des revenus; mais nous pouvons constater qu'elle ne provoque pas automatiquement une attitude économique constructive, et qu'en ce cas il faut pallier à cette carence par des moyens plus énergiques si l'on veut pouvoir espérer un "décollage". Il ne s'agit pas là de positions doctrinales mais de conclusions logiques à l'examen d'une situation économique telle que nous la révèle une étude de la structure des revenus et de leur utilisation.

⁺Mais d'autre part, le dépeuplement actuel des villages au profit des villes, provoqué essentiellement par le départ de la population active, rendra de plus en plus illusoire, si l'on ne parvient pas à y mettre frein, la valeur d'une éventuelle tentative en ce sens. cf. Pierre VENNETIER: "l'urbanisation et ses conséquences au Congo-Brazzaville". Cahiers d'Outre-Mer, Tome XVI, 1963, p 263 à 280.

10 JUIN 1964

OFFICE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE
ET TECHNIQUE OUTRE-MER

INSTITUT DE RECHERCHES SCIENTIFIQUES
AU CONGO

Service des Sciences Humaines

PROBLEMES SOCIO-ECONOMIQUES

DE LA REGION DU NIARI

Données globales sur la structure des revenus
et leur utilisation

par

Jean-Louis LIERDEMAN

Les dépenses dans la population rurale

par

Yves DHONT

BRAZZAVILLE
Mars/Septembre 1963



13 JUIN 1984

A V A N T - P R O P O S

La Région du Niari au sens économique du mot, c'est-à-dire les préfectures du Niari, du Niari-Bouenza, de la Bouenza Louessé et de la Nyanga-Louessé renferme 30 % de la population du Congo et fournit 40 % de sa production officiellement commercialisée, sur moins de 15 % de sa superficie. Son importance est donc réelle, et elle est encore accrue par le fait que la vallée est le trait d'union entre la mer, c'est-à-dire le port de Pointe-Noire d'une part et le Stanley-Pool, limite occidentale de la navigation fluviale en provenance et à destination du haut pays, voire d'autres Etats comme le Tchad et la R.C.A. pour lesquels Pointe-Noire reste la principale porte sur le monde extérieur. C'est encore le Niari qui est traversé par la principale et presque unique route qui relie le Congo au Gabon.

Voie de passage importante, sol relativement plus riche, population prolifique font donc de la région du Niari un secteur de premier plan.

Aussi de grands efforts en vue d'une mise en valeur rationnelle ont-ils été faits, tant par le Gouvernement Général de l'Afrique Equatoriale que par la République du Congo : De nombreuses études pédologiques, hydrologiques y ont été effectuées, des enquêtes démographiques entreprises au cours des quinze ou vingt dernières années. L'économie y a fait l'objet de quelques travaux et le problème des transports donnera prochainement lieu à une importante publication.

Mais la question des revenus, de leur origine et de leur utilisation, n'avait encore jamais été effleurée bien qu'il s'agisse d'une donnée économique essentielle.

III

C'est pourquoi une brève enquête avait été demandée en 1962 à MM. LIERDEMAN et DHONT dans le but de délimiter un certain nombre de problèmes. Les résultats de ce travail sont regroupés dans les deux rapports ci-après. Ceux-ci n'ont nullement l'intention d'épuiser la question ni même de cerner tous les problèmes, mais simplement de déterminer deux ou trois directions principales dans lesquelles pourront, entre autres, se diriger les grandes enquêtes économiques prévues : L'analyse des besoins nouveaux et des possibilités d'épargne demande, au plus tôt, une étude approfondie.

L'ignorance de ces aspects de l'économie traditionnelle serait en effet un obstacle à toutes études économiques dans la vallée du Niari, études pourtant nécessaires si l'on veut réaliser les grands programmes d'investissement prévus.

Marcel SORET
Chef du Service des Sciences Humaines
